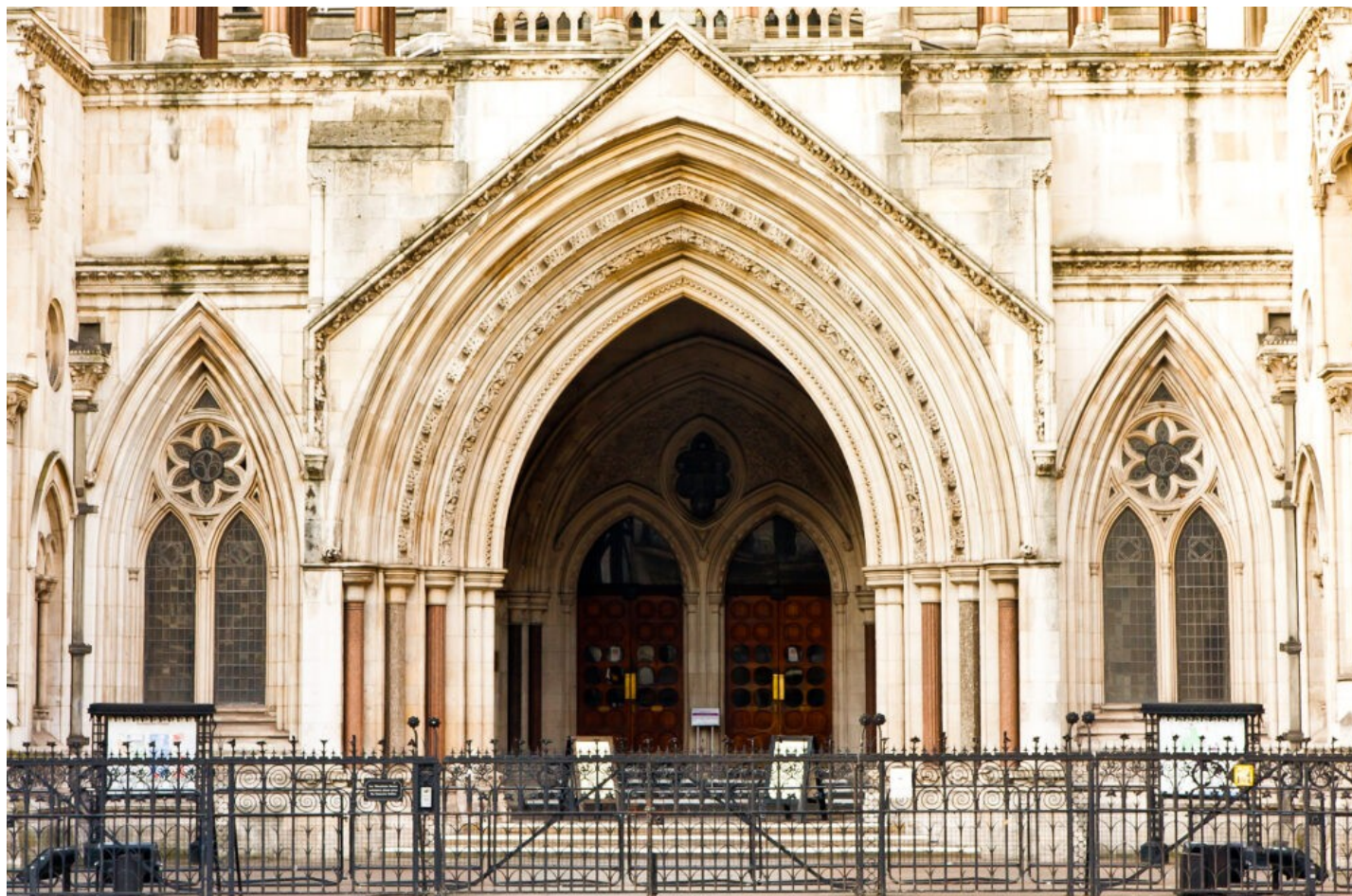


Rapport final : Audience d'extradition d'Assange, jour dix-huit

Le 1er octobre 2020 Par Joe Lauria, Exclusif pour Consortium News <https://consortiumnews.com/2020/10/01/live-updates-assange-extradition-day-eighteen-ellsberg-parallel-raised-on-last-day-of-testimony-judgement-day-set-for-jan-4-2021/>

Consortium News était pratiquement "à l'intérieur" de la salle d'audience à Old Bailey jeudi, observant les débats par liaison vidéo. Aujourd'hui, c'était le dernier jour des témoignages. Voici notre rapport pour le dix-huitième jour de la reprise de l'audience d'extradition de Julian Assange. Nous vous présentons nos excuses pour ce rapport tardif, mais pendant la majeure partie de la journée nous n'avons pas pu accéder à notre site pour y publier de nouveaux documents. Fort heureusement, le problème est résolu.



Old Bailey

Le parallèle avec le cas d'Ellsberg est flagrant au dernier jour des témoignages. Le verdict est fixé au 4 janvier 2021

La juge Vanessa Baraitser a fixé le jour du jugement au 4 janvier 2021 alors que le dernier jour des témoignages dans l'affaire d'extradition de l'éditeur de WikiLeaks Julian Assange permet d'établir des parallèles entre l'inconduite du gouvernement dans les affaires du lanceur d'alerte des Pentagon Papers Daniel Ellsberg et celle Assange.

Dans le témoignage du professeur Michael Tigar de la Duke Law School lu jeudi au tribunal, la défense a cherché à montrer que le type d'abus de pouvoir qui a conduit à la libération d'Ellsberg lors d'un procès en 1973 ressemble fortement aux méfaits du gouvernement contre Assange.

Tigar a exposé ce qui a forcé l'administration Nixon à abandonner l'affaire contre Ellsberg, alors qu'elle tenait pourtant absolument à le punir.

Les "plombiers" de Nixon se sont introduits dans le bureau du psychiatre d'Ellsberg pour essayer de voler ses dossiers médicaux ; Nixon a fait mettre Ellsberg sur écoute illégalement ; le gouvernement a déclaré qu'il avait perdu les écoutes lorsqu'on lui a demandé de les produire au procès ; et le gouvernement a essayé, sous la direction du FBI de soudoyer le juge en charge de l'affaire Ellsberg.

Ceci est à comparer avec le contrat passé par les services de renseignements américains avec la société espagnole UC Global pour espionner Assange à l'ambassade équatorienne 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, et en particulier lors de ses conversations privées avec ses avocats, avec des médecins et des journalistes en visite, pour voler des documents de la défense et envisager des moyens de le kidnapper ou de l'empoisonner.



Daniel Ellsberg (JD Lasika/Flickr)

"C'est essentiellement la même situation qui a mis fin à mon affaire et qui a conduit à la demande d'impeachment de Nixon et à sa démission", a déclaré Ellsberg dans un courriel. "En d'autres termes, Julian peut, par miracle, être libéré sur cette base (éventuellement), tout comme je l'ai été !"

Si Baraitser décidait de ne pas extraditer Assange, ce serait très probablement en raison de cet abus de pouvoir à son encontre, ou en raison de sa santé physique et mentale face à un système carcéral américain particulièrement violent. De toute façon, cela pourrait éviter la question hautement politique du conflit entre espionnage et liberté de la presse.

Dans le témoignage lu au tribunal par l'avocat d'Assange, Gareth Pierce, celui-ci a expliqué comment les avocats d'Assange ressentent encore maintenant de "l'angoisse" et de la "peur" à l'idée d'être surveillés.

Son témoignage a également soulevé la question des effets personnels d'Assange à l'ambassade, y compris les clés USB et les documents juridiques, qui ont été mis dans une valise diplomatique et envoyés en Équateur et de là, aux États-Unis. WikiLeaks n'a été en mesure d'en récupérer aucun.

Baraitser exclut Barr

La juge Baraitser a déclaré dès le début que, dans l'intérêt d'une audience rapide, elle écouterait tout et déciderait de la recevabilité des preuves après la fin de l'audience. Le gouvernement a déclaré que les preuves d'espionnage à l'ambassade étaient "inutiles", une affirmation très discutable, mais Baraitser pourrait être d'accord avec une telle affirmation.

Et pourtant, jeudi, elle a pris la décision de rejeter une nouvelle preuve que la défense a tenté de produire : une déclaration du procureur général américain William Barr, faite le 15 septembre, dans laquelle il a déclaré que l'exécutif dispose d'une "latitude pratiquement incontrôlée" sur la question de savoir qui poursuivre. "L'exécutif dispose d'un pouvoir discrétionnaire pour déterminer quand poursuivre", a-t-il déclaré.



William Barr

La défense a voulu produire cette preuve pour renforcer son argumentation selon laquelle les poursuites contre Assange sont politiques, ce qui lui interdit d'être envoyé aux États-Unis en vertu du traité d'extradition entre les États-Unis et le Royaume-Uni.

Les affirmations de Barr font sauter la soi-disant "muraille de Chine" qui sépare la Maison Blanche du ministère de la Justice pour empêcher la politisation de la loi.

Baraitser a retenu l'objection de l'accusation et a exclu la preuve représentée par la déclaration de Barr.

Plaidoiries finales

La plaidoirie de la défense sera présentée le 16 novembre, et celle de l'accusation deux semaines plus tard. L'équipe de la défense a déclaré que sa plaidoirie finale couvrira trois domaines :

Une motivation politique. Cela peut inclure des poursuites sélectives, car Assange est poursuivi pour exactement les mêmes publications que celles du New York Times, du Guardian, d'autres partenaires médiatiques ainsi que Cryptome, qui a publié les noms des informateurs avant Assange, et pourtant seul Assange a été inculpé.

Le témoignage de Cassandra Fairbanks selon lequel le président Donald Trump a lui-même ordonné l'arrestation d'Assange, et les idées générales de Barr selon lesquelles le président décide des poursuites, plaident également en faveur de la qualification de poursuites politiques.

Un abus de pouvoir. Cela ressort clairement des dépositions anonymes des deux anciens témoins de l'UC Global.

Un traitement cruel et inhumain en cas d'extradition. Les antécédents médicaux d'Assange ajoutés à l'état des prisons américaines, équivalraient selon la défense, à de la cruauté s'il était extradé.

TWEET

Stella Moris

[@StellaMoris1](https://twitter.com/StellaMoris1)

My statement outside the Old Bailey this afternoon at the conclusion of Julian's four-week extradition hearing.
[#FreeAssange](#) [#SaveJulian](#)

Julian and I would like to thank everyone for the kindness that has been shown over the past few weeks. Every message, every action, every show of support means so much to us and we would like to thank you all for helping us continue this fight.

It's a fight for Julian's life, a fight for press freedom and a fight for the truth.

Over the past four weeks the true nature of this prosecution has come to light. Julian is being punished for performing a public service that we have all benefitted from. He is in prison because he informed you of actual crimes and atrocities being committed by a foreign power. That foreign power has ripped away his freedom and torn our family apart. That power wants to put him in incommunicado detention in the deepest darkest hole of its prison system for the rest of his life.

Julian faces a 175-year prison sentence. Most of the charges relate to simply receiving and possessing government documents. Under oath, the prosecution concedes that it has no evidence that a single person has ever come to any physical harm because of these publications.

Let me repeat that: there is no evidence that a single person has ever come to any physical harm because of these publications.

Julian is not a US citizen. He has never lived there. He did not sign an oath to the US government. He should not be sent there.

Julian's duty is to the public: to publish evidence of wrongdoing, and that's what he did.

The US administration is trying to make normal journalistic activities, which are entirely legal in this country, an extraditable offence. If he is sent to the US, Julian will not be able to argue the public interest of his publications because there is no public interest defence. And because he is not American, the US says he does not have free speech protections.

The US administration won't stop with him. The US says that it can put any journalist, anywhere in the world, on trial in the US if it doesn't like what they are publishing.

The US administration is exploiting the lopsidedness of the UK-US Extradition Treaty to deny justice to the family Harry Dunne, and to force cruelty and injustice on ours.

This case is already chilling press freedom. It is a frontal assault on journalism, on the public's right to know and our ability to hold governments, domestic and foreign, to account.

Terrible crimes were committed in Iraq and Afghanistan and terrible crimes were committed at Guantanamo Bay. The perpetrators of those crimes are not in prison. But Julian is.

Julian is a publisher. Julian is also a son, a friend, my fiancée and a father. Our children need their father.

Julian needs his freedom. And our democracy needs a free press.